



## SCOLARISATION DES FILLES ET MIGRATION : ENJEUX D'UNE ARTICULATION À DIOFIOR AU SÉNÉGAL

### GIRLS' SCHOOLING AND MIGRATION: CHALLENGES OF AN ARTICULATION IN DIOFIOR, SENEGAL

<sup>1</sup> GAYE Ibrahima Diop, <sup>2</sup> NDÈYE Ngof Sarr,...

<sup>1</sup> Maître- assistant, Ecole Supérieure d'Economie Appliquée, Université Cheikh Anta Diop de Dakar

<sup>2</sup> étudiante, Master 1, Ecole Supérieure d'Economie Appliquée, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;  
ndyengof91@gmail.com

GAYE Ibrahima Diop, NDÈYE Ngof Sarr,  
Scolarisation des filles et migration : enjeux d'une  
articulation à Diofior au Sénégal, *Revue Espace, Territoires,  
Sociétés et Santé* 5 (10), 133-146, [En ligne] Décembre  
2022, URL: <https://retssa-ci.com>

#### Résumé

La présente étude se déroule à Diofior, une commune au centre du Sénégal, dans un contexte marqué par les efforts de scolarisation des filles avec des résultats variés selon les régions, les communautés locales, les valeurs culturelles, l'attitude des parents et la perception de l'école. L'objectif consiste à analyser l'abandon précoce de l'école en confrontant les différents discours et pratiques sur l'école sous le prisme de la migration. La méthodologie a combiné une

enquête quantitative au moyen d'un questionnaire administré à un échantillon de 150 chefs de ménage et des entretiens avec des personnes-ressource et des filles de Diofior établies à Dakar. Les résultats indiquent un profil atypique des migrants dont l'âge moyen est de 15 ans, avec une majorité de filles moins instruites que les garçons. La recherche d'un travail salarié, l'exécution d'un projet migratoire familial, le besoin de se prendre en charge et le tropisme expliquent l'abandon précoce des études chez les filles. Les enquêtes confirment aussi que le niveau d'instruction des parents influence la perception de l'école et que la volonté d'y inscrire les filles est fonction de l'activité du parent. L'abandon précoce de l'école est perçu comme avantageux pour la famille, la communauté et la commune. L'étude révèle que ni la tradition ni la religion n'influence la décision des parents à s'aligner au choix des filles d'assurer elles-mêmes leur propre prise en charge. L'étude montre aussi que le nouvel ordre scolaire mondial ne prospère pas à Diofior où l'adhésion à l'école et son contournement constituent une attitude et des pratiques courantes pour s'adapter à la précarité économique.

**Mots-clés** : Diofior, école, migration, scolarisation des filles et enjeu.

**Keywords** : Diofior, school, migration, education of girls, and stakes

---

## Abstract

---

This study takes place in Diofior, a town in central Senegal, in a context marked by efforts to educate girls with varying results depending on the regions and local communities, in relation to cultural values, the attitude of parents and the perception of the school. The objective is to analyze early school leaving by comparing the different discourses and practices on school through the prism of migration. The methodology combined a quantitative survey through a questionnaire administered to a sample of 150 household heads and interviews with resource persons and Diofior girls based in Dakar. The results indicate an atypical profile of migrants whose average age is 15, with a majority of less educated girls than boys. The search for salaried work, the execution of a family migration project, the need to take responsibility for oneself and tropism explain the early abandonment of studies among girls. The surveys also confirm that the level of education of the parents influences the perception of school and that the desire to enroll girls there depends on the activity of the parent. Leaving school early is perceived as advantageous for the family, the community and the commune. The study reveals that neither tradition nor religion influences the decision of parents to align themselves with the choice of daughters to ensure their own care. The study also shows that the new world school order is not thriving in Diofior, where school membership and its circumvention constitute a common attitude and practices to adapt to economic precariousness.

---

## INTRODUCTION

---

La communauté internationale multiplie les efforts de promotion de l'éducation depuis la Conférence de Jomtien en 1990 sur l'Éducation pour tous, en passant par le Forum de Dakar, le Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le développement en 2000, jusqu'aux nouveaux Objectifs pour le Développement Durable à l'horizon 2030. Dans ce contexte, le développement de la scolarisation des filles, est sans doute considéré comme une priorité majeure de l'agenda international. L'intégration par le Sénégal de cette problématique dans les stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que dans sa politique éducative, a donné l'espoir qu'avec la généralisation de l'enseignement élémentaire, le taux de scolarisation des filles serait nettement amélioré. Ainsi, avec la politique de la scolarisation des filles [SCOFI], l'écart entre les sexes a varié selon les zones et parfois en faveur des filles, surtout en milieu urbain. Plus récemment, **sur la période 2016-2020, le taux d'achèvement global chez les filles a progressé au Sénégal de 65,0 % à 69,5 % contre 54,6 % à 55,0 %, chez les garçons. À l'examen du baccalauréat 2020, le taux d'admission chez les filles était de 52 % toutes séries confondues contre 37 % en 2019. Des chiffres qui témoignent des performances concernant la scolarisation des filles, leur maintien à l'école et leurs résultats scolaires (Ministère de l'Éducation Nationale, 2021).** Ainsi, la sortie précoce des filles de l'école à Diofior est d'autant plus difficile à comprendre que la SCOFI s'est bien appuyée sur un plaidoyer porté par une diversité d'acteurs comme les organisations non gouvernementales, les

leaders communautaires, les autorités religieuses et administratives ainsi que les parents d'élèves. A Diofior, malgré un taux d'inscription élevé, le taux d'abandon des filles est largement au-dessus de celui des garçons. Une déscolarisation qui interpelle, surtout quand elle est articulée à la migration qui est devenue une pratique familiale pour s'adapter à la crise agricole et économique. Malgré l'intériorisation de la division sexuelle du travail, les filles s'affranchissent de l'école, sans nécessairement rester au foyer. Diofior, comme la plupart des communes rurales, a très tôt été confrontée à la migration saisonnière de ses adolescents. Celle-ci se déroulait durant les vacances scolaires et offrait aux élèves l'occasion d'aller en ville satisfaire leur curiosité et surtout trouver un travail salarié. Un séjour qui leur permettait d'acheter quelques fournitures scolaires et satisfaire certains besoins vestimentaires. Ce type de migration est aujourd'hui devenu permanent au détriment de l'école et gagne de plus en plus de terrain malgré les initiatives du CEPSCOFI<sup>1</sup> local. Dans ce contexte, la sortie précoce des filles de l'école semble relever d'un système bien établi et rejoint ce que Fall [1987, p.9] a qualifié de « passage obligé de jeunes filles rurales en tant que phénomène culturel qui s'intègre désormais dans les mœurs et traditions des villages Séreer du Siin ». Toutefois, sans chercher à établir une quelconque relation entre les systèmes idéologiques et la migration, la présente étude tente de comprendre pourquoi, malgré les progrès de l'alphabétisation et de la scolarisation des filles, les parents continuent d'admettre voire d'encourager les filles à abandonner l'école pour migrer ? En effet, si les antécédents historiques, les facteurs sociaux et psycho-sociaux ne sont pas négligés du fait de l'importance de leur rôle,

les possibilités d'interrogation restent nombreuses. Sous cet angle, l'étude pose la question de savoir : qu'est-ce qui fait que les filles abandonnent prématurément l'école plus que les garçons pour migrer même placées dans des conditions économiques identiques ? En écartant toute insuffisance d'offre d'éducation, s'intéresser à la scolarisation des filles à Diofior permet aussi d'insister sur ladite offre. Rappelons que le premier établissement scolaire de Diofior a vu le jour avant l'accession du Sénégal à la souveraineté internationale. Les autorités coloniales, dans leur politique de disposer d'agents subalternes pouvant remplir certaines tâches administratives, avaient entrepris de créer des écoles dans les colonies. C'est ainsi que Diofior verra sa première école en 1948, même si son expansion n'a pas été aisée. En effet, implantée dans un milieu d'agriculteurs et d'éleveurs, l'école était perçue comme un élément destructeur selon B. Dim (ancien instituteur et membre de la première promotion de cette école, juin 2022, source : Gaye et Sarr). Au fil du temps, cette localité n'a cessé de bénéficier d'infrastructures scolaires selon la demande. Aujourd'hui, Diofior possède un système scolaire complet (préscolaire, primaire, et secondaire). La carte préscolaire est riche de quatre garderies accueillant plus de 300 enfants, huit écoles élémentaires, quatre collèges (dont deux privés) et d'un lycée créé en 1997.

Le cycle élémentaire a un effectif total estimé à 2470 élèves répartis en 1277 garçons contre 1193 filles, l'enseignement moyen compte 1998 élèves répartis en 965 garçons contre 1033 filles montrant **indice de parité favorable aux filles** avec 51,70 %. Quant au niveau secondaire le lycée totalise 1240 apprenants dont 336 filles et 604 garçons soit

<sup>1</sup> Comité des Enseignants Pour la Scolarisation des Filles.

51,29 % contre 48,71 %. Face à cette suffisante offre, la scolarisation universelle n'est plus un combat à Diofior ; le véritable défi à relever est celui du maintien des filles à l'école. La progression du taux de scolarisation de la commune comparée à la sortie prématurée des filles fait postuler l'hypothèse selon laquelle : le départ des filles de l'école s'explique moins par la réticence d'un système social et culturel que par un contexte économique qui leur attribue un rôle productif prématuré qui considère l'école comme un moyen de promotion sociale de second plan. Le présent article a pour objectif, dans un contexte d'accroissement de l'offre éducative et de présence de modèles locaux de réussite scolaire, de confronter les différents discours et pratiques autour de la scolarisation des filles à Diofior sous le prisme de la migration.

## **1. MATERIELS ET METHODES**

### **1.1. Recherche des données et opérationnalisation des variables**

La démarche de l'étude s'est construite autour de trois étapes, notamment une revue documentaire, une enquête quantitative et des entretiens. La revue documentaire a porté sur la scolarisation des filles au Sénégal et à l'académie de Fatick, région d'appartenance de Diofior. Elle a permis la construction des outils de recueil d'informations que sont le questionnaire et le guide d'entretien. L'enquête quantitative a été menée auprès de 150 ménages aléatoirement choisis et répartis de manière proportionnelle entre les 12 quartiers de Diofior. Les répondants sont les chefs de ménage. Cet échantillon a été complété par un second composé de 35 filles, anciennes élèves à Diofior actuellement installées à Dakar et qui exercent un travail salarié (essentiellement comme employée de

maison). Quant aux entretiens, ils ont été effectués auprès de personnes-ressource composées de responsables d'établissements (directeurs d'école, principaux de collège et proviseur de lycée), des élus locaux (maire et conseillers municipaux] et d'autorités traditionnelles (autorités religieuses et chefs coutumiers). Les entretiens ont porté sur les motifs d'abandon de leurs études, leur départ de Diofior, le choix de la destination, leur situation actuelle ainsi que leur soutien à la famille restée sur place.

### **1.2. Traitement et analyse des données**

Les données quantitatives ont été traitées avec le logiciel SPSS qui a permis de tester certaines hypothèses sur les relations entre la perception de l'école, l'attitude des parents, leur niveau d'instruction et l'adhésion à l'école. Quant aux données qualitatives, leur traitement s'est effectué avec l'utilisation du logiciel Atlas-ti qui a permis de les organiser, avant de les coder pour ensuite analyser les différents types de données qualitatives selon qu'il s'agit d'entretiens, de questions ouvertes, de documents d'archives, supports ethnographiques, d'enregistrements audio, entre autres. Cet outil permet de travailler sur des corpus volumineux en valorisant, notamment, des opérations de classification et de catégorisations des données. La méthode d'analyse des données mise en oeuvre est celle de l'analyse qualitative de contenu du discours (Mucchielli, 2006). Cette méthode consiste à retenir le sens donné au contenu en distinguant les contenus manifestes et les contenus latents (Limikou Bikiela, 2015 : 31). Ainsi, deux types de contenus ont été définis notamment des contenus à caractère économique et des contenus à caractère social et culturel en vue de mieux expliciter les causes de déperdition scolaire chez les filles. Ce traitement a permis de confronter les différents discours et pratiques des parents autour de la

scolarisation des filles à Diofior et de les situer par rapport à la pratique de la migration.

**Tableau n°1. Répartition de l'échantillon selon les différents quartiers**

Quartiers	Taille de la population	Nbre de ménages retenus	Pourcentage
Centre	2000	20	13%
Ndouck	1500	15	10%
Garage	4000	40	26%
Forage	100	1	1%
Diamaguène	300	3	2%
Nimzatt	799	8	5%
HLM	550	6	4%
Almadie	367	4	3%
Médina	646	6	4%
Darou	3570	36	24%
Sicap	1020	10	7%
Cité Mame Fadji	148	1	1%
Total	15000	150	100

Source : Enquête de terrain, 2022

## 2. RÉSULTATS DE L'ETUDE

L'analyse des résultats a porté sur trois points. Il s'agit d'abord, de la présentation des caractéristiques sociodémographiques des répondants (chefs de famille et filles ayant abandonné les études), ensuite, de l'appréciation de l'école par les parents et leurs attitudes par rapport à la sortie des filles de l'école et enfin, des enjeux de la scolarisation des filles.

### 2.1. Caractéristiques sociodémographiques des répondants

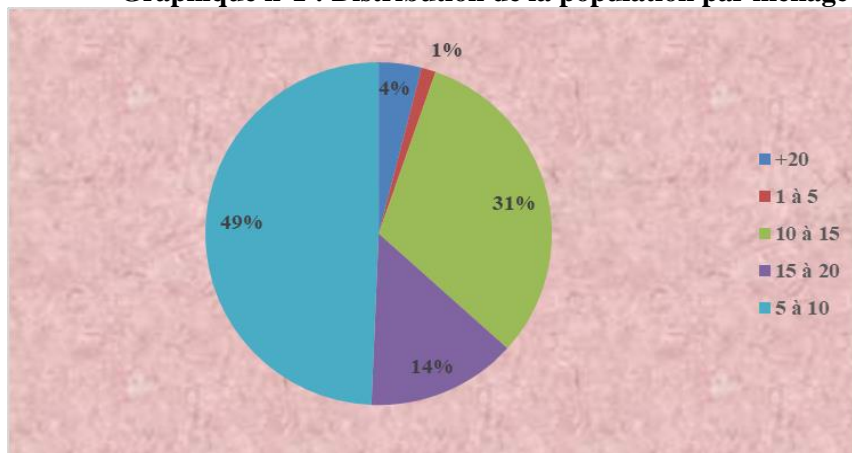
Diofior est une commune rurale au centre du Sénégal avec une superficie de neuf kilomètres carrés, pour une population estimée à 13 782 habitants en 2019 (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie). Essentiellement dominée par l'ethnie Séreer. Cette population a une tradition agricole. Elle appartient à l'ancienne province du Siin, zone pourvoyeuse de main-

d'œuvre aux autres régions du pays à cause du manque de terres agricoles. Les ménages auprès desquels les enquêtes se sont déroulées sont dirigés en majorité par des hommes (86 %) appartenant à l'ethnie Séreer pour 91 %. Le niveau d'instruction des chefs de ménage est relativement faible, 51 % ont un niveau d'étude élémentaire, tandis que 28 % sont alphabétisés en Arabe. Seule une proportion de 14 % a fait le cycle moyen (de la sixième à la troisième). Au niveau économique, les chefs de ménage sont cultivateurs (45 %), pêcheurs (19 %), commerçants (14 %), ou transporteurs (9 %). Rappelons que l'étude se déroule à Séreer, où domine l'activité agricole et que la main-d'œuvre disponible est une donnée importante pour le ménage (Graphique 1). Les résultats montrent une distribution très inégale de la population avec 49 % des ménages qui ont plus de 20 membres, 14 % ont entre 15 à 20 membres, 31 % ont entre 10 à 15 membres et que 4 % présentent une population variant entre 1 à 5 membres. Au

niveau matrimonial, les ménages sont en majorité monogamiques (70 %), et comptent

plus de 3 filles (46 %) dont au moins deux (2) inscrites à l'école pour 67 % d'entre eux.

**Graphique n°1 : Distribution de la population par ménage**

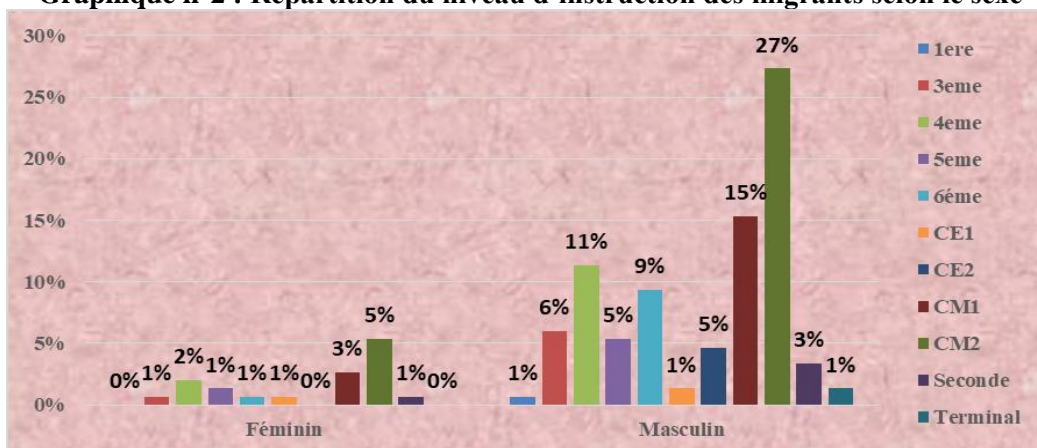


Source : Enquête de terrain, 2022

Quant aux migrants, les résultats montrent une majorité de filles avec un taux 58 % essentiellement composée de célibataires. Les résultats renseignent aussi sur un profil atypique des migrants avec une proportion de (46 %) de filles dont l'âge est compris entre 11 et 20 ans. Une situation qui montre la rareté d'opportunités économiques pour les jeunes de Diofior et l'abandon prématuré de l'école par les élèves. En effet, la propension

des adolescentes à migrer semble bien s'accommoder du recul de l'âge du mariage même dans une commune marquée par la ruralité. En ce qui concerne le niveau d'instruction des migrants, (Graphique 2) malgré un bon maillage de la région en matière d'équipements et d'infrastructures scolaires, les enquêtes montrent une majorité de filles moins instruite que les garçons.

**Graphique n°2 : Répartition du niveau d'instruction des migrants selon le sexe**



Source : Enquête de terrain, 2022

Le graphique 2 indique que les filles, en valeur relative, abandonnent l'école plus tôt que les garçons et s'adonnent à la migration plus tôt que ces derniers. Les filles qui quittent Diofior ont trois destinations principales, notamment Dakar qui en accueille 77 %, Mbour [13 %] et Fatick (9 %). L'attractivité de Dakar est confirmée par l'analyse des flux migratoires ruraux urbains entre les régions du pays (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, 2018).

## 2.2. Apprécier l'école sans lutter contre la sortie précoce des filles

Une diversité de facteurs est à l'origine de l'abandon précoce des études par les filles. D'abord, un environnement dégradé, incapable de supporter les activités traditionnelles [agriculture, élevage et pêche] explique pourquoi une majorité des enquêtés [58 %] estime que la migration des adolescents est causée par les mauvaises récoltes. Ainsi, la migration saisonnière qui se déroulait durant les vacances scolaires pour les élèves désireux de découvrir la ville ou durant la saison sèche après les travaux champêtres, est devenue permanente. Ensuite, un autre facteur explicatif des départs des jeunes réside dans le mimétisme ; comme le montrent les enquêtes, l'école est perçue à Diofior comme une voie de promotion économique et sociale (tableau 2). Sur ce plan, les enquêtes confirment que le niveau d'instruction des parents influence à la fois la perception de l'école ( $Khi^2 = 49,3$  supérieurs à 16,92 de la table) et la migration des adolescents ( $Khi^2 = 28,5$  supérieurs à 7,81). **Les enquêtes révèlent également que la volonté d'inscrire les filles à l'école est aussi fonction de l'activité du parent. Le nombre moyen de filles par ménage est de 2,73 et 62 % des chefs de ménage n'inscrivent pas la totalité de leurs filles à l'école. Une majorité de 91,3 % des**

**répondants estime que le départ des adolescents n'est pas un problème ni pour la famille ni pour la communauté. A la question « quelles solutions proposez-vous pour réduire la propension des écolières à migrer ? », une majorité de 95,3 % déclare : « qu'il n'est ni possible ni envisageable, dans les conditions actuelles, d'empêcher le départ des adolescentes vers les centres urbains ». Une manière de reconnaître que le système scolaire n'est pas investi de manière identique par les différentes fractions sociales, même si, en Afrique, l'école a incarné le lieu privilégié des stratégies d'ascension socio-économique.**

Tableau n°2 : Perception de l'école par les parents

Perception de l'école	Effectif	Pourcentage
Un moyen de réussite sociale et économique	45	30,0 %
Un lieu qui prépare à la vie active	43	28,7 %
Un lieu d'acculturation	26	17,3 %
Un lieu de perte de temps	36	24,0 %
Total	150	100,0 %

Source : Enquête de terrain, 2022

Les enquêtes ont révélé des positions diverses voire contradictoires sur la scolarisation des filles chez les différents acteurs. A la question « estimez-vous que les filles quittent précocement l'école et leur famille pour migrer ? », 87 chefs de ménages (58 %) répondent par l'affirmative. Une position qui s'appuie sur des justifications comme « les filles quittent plus tôt que les garçons pour des raisons économiques [aller chercher du travail salarié] pour aider leur famille et pour des raisons sociales comme le mariage ». Cependant, une certaine ambivalence se lit dans la position des chefs de ménage ; la plupart d'entre eux développe

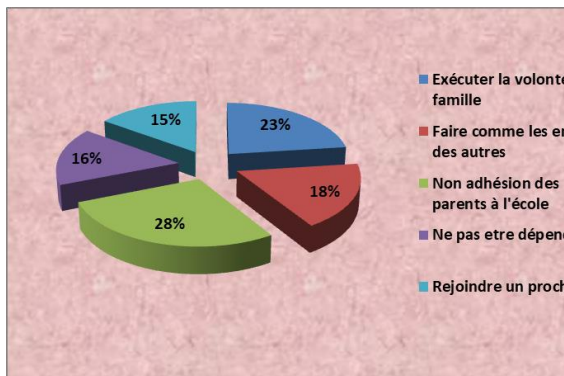
une perception positive de l'école considérée comme un moyen de réussite sociale (30%). Cette perception favorable de l'école se retrouve plus chez les hommes (31,7 %) que chez les femmes chefs de ménage (19 %). L'étude montre aussi que la perception positive de l'école, bien que largement partagée, n'implique pas pour autant un maintien des filles à l'école. Un second point d'ambivalence dans les attitudes des parents réside dans la préférence de la candidature à la migration. Par exemple, par rapport à la question « qui des filles ou des garçons souhaitez-vous voir migrer ? ». Une fraction de 51,3 % des chefs de ménage (dont la totalité des femmes), souhaite le départ des garçons. Les raisons avancées sont nombreuses ; ainsi selon B. Sène, cultivateur de 62 ans et père de 5 filles : « *parce que les filles, en restant au foyer, aident leur maman dans l'entretien de la maison, elles s'occupent mieux des courses et des services que les garçons* ». Il est rejoint dans sa position par F. Diouf, une mère de famille de 55 ans, qui affirme : « *les filles sont plus sensibles à notre situation, je préfère que les garçons partent parce que les filles s'occupent mieux de nous les parents* ». Ceux qui préfèrent le départ des garçons le justifient aussi par des arguments comme : « *parce qu'ils sont plus aptes à travailler* ». Quant aux avantages associés au départ de l'école pour un travail salarié, les parents déclarent à 97,3 %, que la migration présente plus d'avantages que d'inconvénients et que ces avantages profitent à la famille, à la communauté et à la commune. Malgré le départ précoce des filles de l'école, les parents ont des attentes plus élevées de la migration des garçons que de celle des filles (88 chefs de ménage soit 58,7 % de l'échantillon). Les parents qui ont plus d'attente des filles le justifient avec pour arguments « *les filles ne veulent pas qu'on*

*rencontre des problèmes ; elles gagnent plus d'argent que les garçons et elles sont plus sensibles à notre situation. C'est pourquoi elles font tout leur possible pour nous aider dans les dépenses familiales* ». M. Sarr, élu local de 49 ans, juin, 2022. (Graphique 3). Quant aux filles rencontrées à Dakar, elles déclarent que la migration est un moyen d'améliorer leurs conditions de vie en permettant de trouver un travail. La quête d'autonomie financière (16 %) et un certain tropisme avec, notamment la volonté de rejoindre une sœur ou un membre de la famille sont aussi des raisons avancées. Le mimétisme social explique pour 18 %, la décision d'abandonner les études pour migrer : S. Thior, fille de 15 ans rencontrée au quartier Liberté 6 de Dakar, déclare : « *j'ai très tôt nourri le désir de faire comme les enfants des autres qui sont venues travailler à Dakar. Leur situation et celle de leur famille laissée à Diofior s'est améliorée. Mes parents m'ont même encouragée dans mon choix de venir travailler ici. J'ai leur bénédiction* ». Cette position remet en question une interprétation largement partagée de la sous-scolarisation des filles selon laquelle :

*« ...la sous-scolarisation des filles en Afrique Subsaharienne est le fruit de rapports de genre fortement inégalitaires : les garçons sont "naturellement" amenés à fréquenter l'école puisque leur rôle est, à terme, d'assurer la subsistance du ménage, c'est à dire celle de leurs femmes. Ces dernières doivent, pour leur part, être éduquées à ce rôle. Or l'instruction scolaire n'apparaît pas comme le moyen le plus sûr d'acquérir les rudiments du "métier de femme". Au contraire, l'indépendance économique et intellectuelle qui pourrait en découler va à l'encontre de ces apprentissages* ». [L. Moguérou, 2009, p.205]



### Graphique n°3 : Proportion des motifs d'abandon de l'école par les filles



Source : Enquête de terrain, 2022

### 2.3. Les enjeux de la scolarisation

Selon la déclaration d'Incheon et par rapport au cadre d'action pour la mise en œuvre de l'Objectif de développement durable n°4, les États s'engagent à « Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité ». L'étude révèle une attente démesurée vis-à-vis des filles. **Sur les 150 chefs de ménage enquêtés, 139 (92,7 %) estiment que la migration des jeunes présente des avantages pour la famille, la communauté et la commune. Des avantages qui ont pour nom la contribution à l'entretien de la famille à travers les dépenses alimentaires, l'amélioration du confort domestique et les investissements productifs. Sur ce dernier plan, des migrants investissent dans l'acquisition de motocyclettes exploitées dans le transport des personnes. Cette activité est une alternative à l'agriculture en tant que source de revenus pour subvenir aux besoins de la famille y compris les dépenses scolaires à savoir les frais d'inscription, l'achat de fournitures, l'habillement des écoliers etc... Les filles qui ont des besoins spécifiques comparés aux garçons sont plus affectées par la précarité des familles. Dès lors, le besoin**

de se prendre en charge trouve solution dans l'abandon des études pour trouver une activité salariée. En revanche, les avantages immédiats de la migration des filles pour la famille en termes de contribution à la satisfaction des besoins des ménages, ne dissimulent pas un certain regret chez une bonne partie des parents. Plusieurs déclarations vont dans ce sens : « *j'aurais bien voulu voir ma fille réussir à l'école surtout qu'elle travaillait bien, mais à défaut de lui assurer le nécessaire pour étudier, j'ai dû la laisser aller tenter sa chance ailleurs* » selon N. Senghor, femme de 57 ans, mère de famille avec 2 filles à Dakar. Un autre père de famille d'insister sur l'importance des études : « *nous savons tous que pour être 'patron', il faut passer par l'école, mais les riches ont plus de choix que nous. Notre situation de cultivateur ne donne pas la chance à nos enfants d'aller loin dans les études. C'est la volonté de Dieu ; mais il faut dire aussi que le gouvernement ne nous aide pas pour laisser nos enfants à l'école. Si ton enfant a un oncle fonctionnaire, il peut l'aider à étudier* », A. Ngom, pêcheur et père de famille de 65 ans. Ces discours laissent percevoir qu'« *en s'imposant aux familles, qu'elles soient aisées ou défavorisées, qu'elles adhèrent ou non au projet sociétal et universaliste d'une mise à l'école de l'enfance et de l'adolescence, l'impératif scolaire fait de l'École l'enjeu éducatif central des familles* ». (M-F. Lange et M. Pilon, 2009, p.9.). Un autre auteur, (L. Moguérou, 2009, p.205) va dans le même sens, en ajoutant que : « *dans les classes sociales supérieures, l'acquisition de diplôme pour les garçons comme pour les filles est au cœur des stratégies de reproduction sociale* ». Les enseignants déplorent et regrettent l'abandon précoce des filles dont une partie était prometteuse. Les propos d'un directeur d'école sont

alarmants : « en tant que chef d'établissement, mes collègues et moi sommes souvent déçus, voire étonnés d'apprendre que telle fille, parmi nos meilleurs élèves, a quitté l'école, sacrifiant ainsi son avenir. Les parents sont suffisamment sensibilisés ici surtout avec le CEPSCOFI, mais ils préfèrent sacrifier l'avenir de leurs enfants pour avoir du soutien financier si maigre soit-il ».

### 3. DISCUSSION

La scolarisation des filles en Afrique est généralement analysée sous le prisme de la tradition et de la pauvreté, mettant en avant des facteurs socioculturels. Une fois associée à la migration, la scolarisation des filles revêt un caractère plus complexe d'autant plus que la migration elle-même fait l'objet de plusieurs théories souvent opposées. Il est évident que les discours convergent, bien que ce phénomène soit variable d'un pays à un autre voire au sein d'un pays. Malgré la rhétorique de l'égalité du droit à l'éducation et celle de l'éducation comme vecteur d'autonomisation et de développement à destination des filles, la perspective utilitariste mise en avant par certains parents, trouve un terreau fertile à Diofior. Bien que les filles, y soient moins confrontées aux mariages et grossesses précoces, elles sont valorisées par le travail salarié, notamment comme travailleuses domestiques dans les foyers urbains. A Diofior, malgré la perception positive de l'école par les parents, celle-ci est désinvestie par les filles au fur et à mesure qu'elles avancent dans les différents cycles. Ce constat est à l'inverse des résultats obtenus par d'autres auteurs (Carr-Hill, Peart, 2005 ; Krätli, Dyer, 2009 ; Switzer, 2009 ; Archambault, 2017 cités par N. Bonini 2018). Ayant travaillé sur la scolarisation des enfants de pasteurs en Tanzanie, cette auteure

rapporte : « L'insécurité engendrée par la diminution, voire la perte des troupeaux pour nombre d'individus qui se sont ainsi appauvris, les amène à chercher à diversifier leurs ressources, notamment par la scolarisation de leurs enfants. Les vertus de cette dernière sont le plus souvent associées aux changements qu'elle est susceptible de procurer ; les bénéfices de la scolarisation des enfants amenés à demeurer pasteurs sont à l'inverse minimisés. ». L'abandon précoce de l'école par les filles que les parents semblent approuver ou tout au moins contre lequel ils ne développent aucune résistance, est pourtant contraire à la loi. Au Sénégal, la scolarisation est obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. Une obligation à laquelle ne se plient pas les parents, à cause de l'absence de sanctions. Ce comportement est déploré par les enseignants qui perdent parfois une partie de leurs meilleurs élèves. Comme l'indiquent les résultats, quelle que soit la représentation de l'influence de l'instruction sur l'ascension sociale que développent les parents, le contexte d'une économie agricole soumise à des conditions climatiques en dégradation continue ne favorise pas la scolarisation des filles. Ces dernières constituent une main-d'œuvre dont la valorisation immédiate est une stratégie au service de la famille. Dans ces conditions, l'opposition tradition/modernité, parfois énoncée comme synonyme d'arriération versus progrès (N. Bonini, 2018, p.155), n'est pas toujours pertinente ni vérifiée pour expliquer l'attitude des parents vis-à-vis de l'école. Le paradoxe de Diofior est d'avoir exprimé une demande sociale d'éducation qui a impulsé une offre scolaire conséquente sans en retour susciter une préoccupation au maintien des filles à l'école.

Aujourd'hui, le devenir social des filles qui ont fréquenté l'école avec une sortie précoce reste l'un des principaux problèmes de la

commune. Les résultats invitent à réfléchir sur la validité du discours dominant sur les bienfaits supposés de l'école aussi longtemps que ne sera pas suffisamment pris en compte le contexte socioéconomique des élèves. Cela pose la question de l'accompagnement familial de la scolarité c'est-à-dire « le degré d'articulation entre le processus de socialisation initié par la famille et celui mis en œuvre dans la scolarisation d'un enfant qui dépend en grande partie de la proximité culturelle que la famille entretient avec l'école » (M-F. Lange, 2003, p. 156). Comme le précise l'auteure, le style d'accompagnement familial de la scolarité « se caractérise par l'espace-temps accordé à l'enfant au domicile pour lui permettre d'effectuer les tâches scolaires demandées, par la valorisation ou non des savoirs acquis par l'enfant à l'école, par l'intérêt porté sur ses résultats scolaires, etc. ». Recentré autour du débat sur le droit à l'éducation, la revendication des filles de Diofior met davantage en relief le droit au développement social et économique ; droit pour lequel, l'autonomie financière est la principale condition de déploiement. Sous cet angle, les facteurs de déscolarisation traditionnels liés à la discrimination sexuée en Afrique (N.T. Thioye 2015) sont loin d'expliquer la sortie précoce des filles de Diofior. Ni la tradition encore moins la religion n'influence la décision des parents à s'aligner au choix de leurs filles d'assurer elles-mêmes leur prise en charge via un travail salarié. Ce constat rappelle le propos de M-F. Lange (2003) qui s'interroge : « *Finally, le nouvel ordre scolaire mondial qui semble s'imposer n'est-il pas aussi très largement déformé par des stratégies sociales mêlant adhésion et contournement, rejet et récupération ?* ». Pour autant, le cas de Diofior, divorce d'avec la situation de l'école dans d'autres zones du Sénégal, où : « *L'école n'est plus vue comme*

*un succédané destiné à simplement occuper les enfants, mais plutôt comme une voie d'assurer l'avenir. Les parents n'ayant pas eu la chance de fréquenter l'école, ne souhaitent pas que leurs enfants subissent ce qu'ils considèrent comme un handicap majeur au développement humain* ». (Gaye, 2019, p. 274). Il est certes important de mettre en place des cadres institutionnels et législatifs complets qui fassent progresser l'éducation des filles, ce qui requiert une approche multisectorielle avec l'urgence de reconnaître l'enjeu systémique des inégalités d'accès aux ressources économiques. Des inégalités qui prennent leur origine à l'extérieur du secteur de l'éducation, notamment dans l'environnement économique et social. Cette remarque pose une question à la fois d'éthique et d'équité, telle que le rappelle la théorie de Rawls, énoncée par P. Parijs (1991, p. 3) « ... *les inégalités sociales et économiques doivent satisfaire deux conditions : elles doivent être (a) au plus grand bénéfice des membres les moins avantagés de la société ; et (b) attachées à des fonctions et positions ouvertes à tous dans des conditions d'égalité équitable des chances* ». Ce qui est loin d'être le cas au Sénégal encore moins à Diofior. Il ressort donc dans la recherche de solutions, que l'exposition au mentorat et à la formation au leadership peuvent aider à stimuler les aspirations des filles et des femmes à cultiver leurs capacités à réaliser leur potentiel et à planifier leur avenir (UNESCO, 2019). Pour ce faire, force est de reconnaître que le champ scolaire interfère avec et l'espace social au travers de la migration des filles à Diofior. Les enquêtes y confirment encore une fois que les trajectoires scolaires des filles sont marquées d'une relation intense entre histoire scolaire et histoire familiale et que comme le précise L. Proteau, (1996, p.14) : « *les enjeux de la consécration scolaire sont spécifiques*

*aux différentes fractions sociales* ». A sa suite S. Guth cité par E. Gérard, (1999, p. 155) souligne : « *l'institution scolaire s'intègre dans l'imaginaire social des parents et devient l'objet d'un "sacrifice social"* ». Dans cette perspective, de nombreux travaux (Daverne & Dutercq) ; (Henaf & Lange), (Moguerou, 2009) sur les réactions des familles face aux impératifs scolaires dans des contextes très différents (tant d'un point de vue éducatif que social, économique et culturel) mettent en lumière à la fois des constances et des fortes spécificités dans les rapports entre familles et École. Ainsi que le rappellent M-F Lange et M. Pilon (2009, p.15) :

*« Les contraintes imposées par les systèmes éducatifs d'une part, les ressources mobilisables et mobilisées par les familles, d'autre part, diffèrent mais les réponses apportées, les stratégies mises en œuvre par les familles, au Nord et au Sud, présentent de similarités, notamment dans la reconnaissance d'une importance croissante de l'éducation scolaire ».*

Le débat autorise aussi d'affirmer que Diofior offre le cas d'une légitimité de scolarisation non infléchie par l'offre scolaire qui arrive à s'en détacher sous le poids de facteurs économiques. La représentation de la fille comme force de travail y est entretenue par un contexte économique délétère qui tend à renforcer sa valeur utilitaire très tôt mobilisée au secours de la famille. Cette conception de la scolarisation des filles s'oppose à l'emprise de l'école sur les destins sociaux telle que vécue presque partout et de plus en plus entretenue par ce que M-F Lange et M Pilon (2009, p.8), citant L. Althusser (1970) qualifient de : « *représentation idéologique de l'École, qui rend aujourd'hui l'École aussi*

*« naturelle » et indispensable-utile, et même bienfaitante à nos contemporains, que l'Église était « naturelle », indispensable et généreuse à nos ancêtres d'il y a quelques siècles* ». C'est pourquoi, nous convenons que le savoir scolaire revêt plus une valeur symbolique qu'il ne pourrait prétendre au statut d'un quelconque capital distinctif aux yeux des populations de Diofior. La scolarisation conditionne moins l'intégration sociale. Après tout, l'article pose la question des inégalités scolaires et des mobilités sociales, une problématique déjà ancienne mais toujours à l'ordre du jour dans le Sud et qui installe l'analyste au cœur du « *questionnement eugénique sur l'ordre social aux interrogations sur la "qualification" scolaire et le "handicap socioculturel"* » (Thévenot, 1990, p. 1282 cité par N. Henaff, 2011). Un handicap d'ordre économique hérité et qui a un effet de disqualification des filles alors que leurs résultats scolaires ne sont pas en-deçà de ceux des garçons. Au terme de cette discussion loin d'être épuisée, force est d'admettre que dans la réalité, les filles de Diofior sont encore nombreuses à quitter précocement l'école, n'ayant pas accès à des conditions favorables au prolongement des études. C'est alors le signe qu'à l'échelle nationale des efforts de réduction de la précarité sociale et d'une meilleure redistribution des ressources communes sont urgents pour ériger le maintien des filles à l'école au rang de sur-priorité, non seulement en faire un facteur d'autonomisation de la femme mais aussi une voie de développement global et intra-générationnel. Enfin, prétendre clore le débat sur la sous-scolarisation des filles (phénomène caractéristique des systèmes scolaires africains) serait prétentieux dans le cadre de cet article ; ce qui incite à revenir aux propos de Moguérou, (2009, p.92) selon qui : « *la démocratisation de l'école ne*

*pourrait être attestée que si les parcours scolaires s'avéraient moins dépendants du milieu social ».*

---

## CONCLUSION

---

La présente recherche s'est intéressée à l'influence de la migration des filles sur leur sortie précoce de l'école à Diofior. Elle a permis de retenir que l'abandon précoce de l'école par les filles dans cette commune est fondé sur la recherche de travail salarié. Sur la base de ce faible maintien à l'école, deux principales conclusions ont été retenues. D'une part, la perception positive de l'école et des avantages qu'elle procure, n'est pas une condition suffisante pour y maintenir les filles, aussi longtemps que les parents céderont aux sirènes de la rentabilité financière immédiate. En effet, la précarité économique dans laquelle vivent la plupart des familles, les conduit à trouver des stratégies internes d'adaptation dans une société Séréer où la suffisance et la fierté sont des valeurs capitales. D'autre part, le nouvel ordre scolaire mondial qui structure la politique éducative des pays du Sud est loin de s'imposer aux familles qui pratiquent un contournement ciblé qui met les filles au cœur du projet migratoire. L'on retiendra dès lors qu'en tant qu'institution sociale avec son système de cohérence et son autonomie, l'école n'en demeure pas moins une institution très liée aux autres institutions de la société. La famille reste la première institution à laquelle elle est fortement incrustée au point que les mutations de celle-ci rejaillissent sur ses formes. Autrement dit, les attentes des familles s'imposent comme principe organisateur d'une scolarisation durable et profitable des filles. Ce qui conforte l'idée qu'être « hors-école » relève des alternatives promises à un bel avenir à Diofior.

---

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

---

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE [ANSD], 2021, Situation économique et sociale régionale de Fatick.

ASSANE-IGODOE Aïssata, 2018, *Scolarisation des filles et genre : influence des rapports sociaux de sexe sur la scolarisation des filles au Niger*, thèse de doctorat, Université Paris-Descartes.).

BONINI Nathalie, 2018, « L'enjeu sociétal de la scolarisation des filles de pasteurs Est-africains : confrontation des discours et des pratiques en présence ». *Presses de Sciences Po* | « Autrepart ». 2018/3 N° 87 | pages 143 à 160.

DAVERNE Carole et DUTERCQ Yves, 2013, *Les bons élèves. Expériences et cadres de formation*. Paris : PUF, 212 p. <https://doi.org/10.4000/rfp.4193>

FALL Abdou Salam, 1987, *La migration rurale-urbaine des Séréer du Sine vers Dakar et sa banlieue. Le cas des ressortissants de Niakhar, Ngayokhem et Sob*. Mémoire de maîtrise de Sociologie. Faculté des Lettres et Sciences humaines, département de Philosophie. Université cheikh Anta Diop de Dakar.

GAYE Ibrahima Diop, 2021, « Habiter Touba et payer l'école : l'éloge de la scolarisation ». *Revue Liens nouvelle série*, N° 31, vol 1- Juillet 2021.pp. 263 à 281.

GERARD Étienne, 1999, « Logiques sociales et enjeux de scolarisation en Afrique. Réflexions sur des cas d'écoles maliens et burkinabè ». *Politique africaine* Karthala |

1999/4 N° 76 | pages 153 à 163. DOI 10.3917/polaf.076.0153.

HENAFF Nolwen et LANGE Marie-France, 2011, Inégalités scolaires au Sud : transformation et reproduction. 2011, (59), p. 3-18 ISBN 978-2-7246-3218-7 ISSN 1278-3986.

HENAFF Nolwen, LANGE Marie-Françoise et Martin Jean-Yves, 2009, « Revisiter les relations entre pauvreté et éducation », Revue française de socio-économie, 2009/1, n° 3, pp. 187-194.

LANGE Marie-France et PILON Marc, 2009, « Famille et impératif scolaire ». Cahier de la recherche sur l'éducation et les savoirs. Revue internationale de sciences sociales. N° 8 I Z009.

LANGE Marie-France Lange, 2003, « École et mondialisation Vers un nouvel ordre scolaire ? » Cahiers d'Études Africaines. Vol. 43, Cahier 169/170, Enseignements (2003), pp. 143-166 (24 pages). Published By : EHESS.

LIMIKOU BIKIELA Alpin Dieu-Donné, (2014), Philosophie de la psychologie et psychanalyse chez Freud : enjeux épistémologiques contemporains. Thèse de Doctorat en philosophie, Université Charles de Gaulle - Lille 3.

MOGUEROU Laure, 2009, « La scolarisation des filles à Dakar au cours de la décennie 1990-2000 », Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs, 8 | 2009, pp. 191-209.

MUCCHIELLI Alex, 2006, Etude des communications : nouvelles approches. Paris : Armand Colin.

PARIJS Philippe Van, 1991, « La double originalité de Rawls : qu'est-ce qu'une société juste ? Introduction à la pratique de la philosophie politique », Revue Interdisciplinaire d'Etudes Juridiques (Bruxelles) 1982, pp. 69-94 [http://www.ucl.be/cps/ucl/doc/etes/documents/QSJ.chapitre\\_3.pdf](http://www.ucl.be/cps/ucl/doc/etes/documents/QSJ.chapitre_3.pdf)

PROTEAU Laurence, 1996, Ecole et société en Côte d'Ivoire : les enjeux des luttes scolaires (1960-1994). Thèse présentée en vue de l'obtention du Doctorat de Sociologie de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales sous la direction de Claudine Vidal, Directeur de recherche au CNRS.

SALL Stéphanie Angers, 2009, La scolarisation à l'échelle du Sénégal : vers une marginalisation des filles des zones rurales. Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2009. <http://www.openedition.org/6540>.

THIOYE Ndeye Titine, 2015, La scolarisation des filles à l'ère des réformes éducatives au Sénégal. Mémoire de master 2 recherche EA. Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne UFR 11 - Science Politique. <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01294503>

UNESCO, 2019, Education des filles et formation des femmes dans l'espace francophone. Défis, bonnes pratiques et pistes d'action. Conférence internationale N'Djamena, Tchad 18-19 Juin 2019.

[http://apf.francophonie.org/IMG/pdf/12.1\\_programme\\_long\\_-](http://apf.francophonie.org/IMG/pdf/12.1_programme_long_-).